

Autocritique : la morale des affaires

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **26 (1989)**

Heft 950

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1011029>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La morale des affaires

(y) C'est de jour en jour plus évident, plus profond aussi: la Suisse a mal à son image. Pas à celle que lui renvoient les portraitistes épais et dépassés de l'Eurovision, qui mettent les civil-e-s en costume folklorique et tous les militaires en uniforme de combat; au pire, c'est ridicule, mais ça ne tue pas. Au mieux, cela peut passer pour une contemplation humoristique de soi, avec toute la distance autocritique et amusée que cela implique.

Non, c'est à l'image que la Suisse donne d'elle-même à l'étranger qu'elle a mal. Les magazines internationaux, réputés formateurs d'opinion mondiale, ne cessent de mettre en évidence les scandaleuses particularités du système suisse, symbolisées par le secret bancaire et la neutralité politique, dont la combinaison permet de commercer avec tout le monde, aux meilleures conditions s'entend bien.

«L'autre mafia»

Dès avant l'affaire Kopp, la place financière suisse était devenue une plateforme efficace des réseaux et trafics en tous genres, surtout du genre peu recommandable. Depuis quelques semaines, ça cogne de partout, aux Etats-Unis surtout (la *Weltwoche* du 27 avril fait une bonne synthèse), et plus près de nous en Europe où *L'Événement du jeudi* (semaine du 20 au 26 avril) évoque notre pays dans le contexte peu flatteur de «L'autre mafia – A qui profite l'horreur du Liban?».

Bref, il y avait en Suisse un peuple heureux, qui vivait caché dans ses coffres; le voilà projeté sur le devant de la scène, sous la lumière crue des projecteurs de la glasnost à l'occidentale.

Mais qu'on se rassure: à défaut de pétrole, on a beaucoup d'idées en Suisse (voir le taux de «nobélisation» record) et de la ressource comme on dit dans le langage courant et dans *Le livre de la jungle*. Or donc, nous sommes parés pour contrer les basses attaques dont notre image fait l'objet, et qui pourraient — grave perspective — nous faire douter de notre caractère propre et net: une vague de morale déferle sur les entreprises suisses, qui tiennent moult séminai-

res d'éthique et se donnent à tour de bras des codes de morale (appelée déontologie) en espérant que les bonnes pratiques suivront toujours, y compris dans les services financiers, les plus exposés aux risques de dérapage.

Les revues spécialisées annonçaient depuis un certain temps le mouvement: *Die Unternehmung*, revue suisse pour l'économie d'entreprise, consacrait déjà son numéro de décembre 1987 à «l'éthique comme défi à la théorie et à la pratique du management»; le *Bulletin* des étudiants et gradués des HEC de Lausanne reprenait le sujet, en février 1988 (n° 26), tandis que *Le mois économique et financier* de la SBS attendait mars 1989 pour inciter son rédacteur en chef à signer un éditorial sur «le flambeau de l'éthique», et à inviter le professeur Ulrich à dissertar en termes très clairs sur «les valeurs de notre système économique».

Car le tout a même quelque soubassement académique: le 1^{er} octobre 1987, le professeur Peter Ulrich donnait un premier cours d'éthique économique à l'Ecole des hautes études économiques et sociales de St-Gall, la première université de langue allemande à introduire une telle matière à son programme. Et l'idée d'un «centre d'éthique», conçu comme base de recherches multidisciplinaires, fait son chemin à Zurich, où il pourrait s'installer prochainement dans un lieu propre à la réflexion écolo-économique, soit la villa Abegg, sise tout à côté du jardin botanique.

Patrons engagés et (parfois) sincères

Pour leur part, les patrons engagés dans la sauvegarde de la morale des affaires sont bien entendu à l'œuvre: Julius Bär méditait déjà en juin 1987 dans son *Bulletin* hebdomadaire (n° 21/87) sur l'économie et l'éthique, sujet que reprenait, en novembre de la même année, le mensuel des patrons chrétiens alémaniques (*Geschäftsmann und Christ*). Tous avaient été précédés bien sûr par l'Association CANES, Convention d'actionnaires Nestlé, qui dédiait en décembre 1986 son *Cahier* n° 2 à «La responsabi-

lité éthique dans l'économie et les entreprises».

Par-delà la spontanéité et la profondeur inégales de toute cette littérature, les bonnes intentions ne se limitent pas toujours à des exercices de bonne conscience. A l'instar de ce qui se passe chez les savants et les médecins «concernés», on observe un élan sincère chez certains patrons et banquiers, soucieux d'une moralisation des affaires. Mais leur effort s'essouffle rapidement; ils se satisfont de règles déontologiques même pas toujours soumises au contrôle de la profession, ou d'accords volontaires du type «convention de diligence» dont les banquiers font une application inefficace et que certains avocats et autres gérants de fortune refusent même tout simplement d'appliquer. ■

AFFAIRES

Un coûteux blocage

(ag) La Suisse a quinze ans de retard dans la lutte contre les trafiquants de drogue. Une des causes essentielles est l'insuffisance des effectifs accordés à cette section du Ministère public (5 personnes). Des renforts ont été réclamés, en son temps, mais pas obtenus. Rigueur du *Personal Stop*. Aujourd'hui une nouvelle dotation est promise.

La Commission fédérale des banques, quoique renforcée après l'affaire de Chiasso, souffre d'effectifs insuffisants. Elle ne coûte pourtant rien à la Confédération. Les frais de son fonctionnement sont couverts par des émoluments réclamés aux banques et aux fonds de placement soumis à contrôle. Mais administrativement elle dépend du Département fédéral des finances; ses membres sont nommés par le Conseil fédéral.

Elle vient d'obtenir l'autorisation de renforcer son secrétariat qui comprend des réviseurs, des juristes, des économistes.

Sur ces deux secteurs, particulièrement sensibles, on mesure combien le blocage, par sa rigidité, a été pernicieux. A l'aune des arguments avancés par ceux qui l'ont préconisé, il a été en fin de compte la solution la plus coûteuse. ■